

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

MARASME EN ISRAEL

En proposant d'exclure Israël de sa liste de «clients privilégiés» pour la fourniture d'armes sophistiquées, l'administration américaine avait porté un coup aux «relations spéciales» qui unissent la Maison Blanche et son protégé sioniste.

Mais il s'agissait là d'une velléité sans lendemain comme le prouve la volte-face accomplie par Carter lors de sa dernière conférence de presse. En revenant sur la décision de son administration et en réaffirmant sa volonté de réserver à Israël «un traitement privilégié» dans la vente et la coproduction d'armements, le chef de file de l'impérialisme US renouvelle avec éclat son appui à l'État sioniste, en dépit de toutes les bonnes paroles qu'il distribue aux pays arabes.

Les sionistes sont donc assurés d'obtenir les 250 F16 commandés et une aide américaine pour la construction du char «Merkava» qui doit devenir le principal blindé de leur armée.

Mais cette assurance même, pas plus que celle que les USA n'entendent pas reconnaître l'OLP ni exiger qu'Israël le fasse, n'a pas suffi à dissiper la morosité qui entoure l'actuelle campagne électorale qui doit aboutir mardi à la désignation d'un nouveau gouvernement issu d'une nouvelle majorité de la Knesseth (Assemblée nationale).

Officiellement, le Parti travailliste dirigé par Shimon Peres, l'actuel premier ministre, se mesure au parti «de droite» Likoud conduit par l'ultra-sioniste Begin.

En fait, il n'y a pas de «colombes» dans cette affaire, mais deux clans sionistes convaincus qui se disputent sur la meilleure manière de maintenir l'État illégitime d'Israël aux dépens des peuples arabes et palestiniens.

Si la concurrence est apparemment chaude entre eux, c'est que sur plus d'un plan, les affaires de l'État sioniste se portent mal. (Suite p. 2)

Tension au pays Basque espagnol

La grève était générale lundi matin dans les 4 provinces basques où l'on estime à près de 500 000 le nombre des grévistes. Des assemblées générales se réunissaient dans toutes les usines. Plusieurs manifestations étaient prévues pour protester contre la répression brutale qui, le week-end dernier, a fait 5 morts, deux blessés très graves et 27 autres manifestants blessés. La tension demeure vive aussi à Barcelone où des heurts très violents ont opposé dimanche soir les manifestants à la garde civile. Plus que jamais, la lutte contre la répression et l'amnistie générale mobilise les peuples d'Espagne.

A cela les dirigeants révisionnistes des Commissions ouvrières viennent de répondre en refusant de lancer un appel à la grève générale de solidarité avec le peuple basque sous prétexte de ne pas aggraver les tensions existant en Espagne... à la veille des élections!

• Dole - Jura

Solidaires d'un des leurs menacé d'expulsion

39 PAYSANS DEVANT LE TRIBUNAL



39 paysans comparaissent lundi devant le tribunal de Dole dans le Jura. La justice bourgeoise les accuse de vol, recel, et dévastation de récolte, rien de moins. En réalité, ces paysans sont accusés d'avoir, par différentes actions

«illégal», soutenu un paysan de leur région menacé d'expulsion par le propriétaire des terres qu'il cultivait.

En 1945, M. Jacquot prend en fermage la ferme de la Fragneuse dans le canton de Chaussin dans la Bresse. Une exploitation de 28 ha de terres de qualité médiocre qui appartient à un certain Poty. En 1973, ce dernier fait savoir au fermier qu'il veut vendre. Le fermier accepte d'acheter 9 ha, et il va de soi qu'il conserve ses droits de fermier sur les 19 ha restants.

Notaire et propriétaire le rassurent... mais en fait louent le reste à un certain Thévenin, gros paysan exploitant déjà 103 ha à quelques kilomètres de là.

Les paysans de la région ne sont pas prêts à voir bafouer les droits des petits fermiers et se mobilisent pour permettre à M. Jacquot de rester à la terre. En décembre 1974, les Paysans-Travailleurs commencent à populariser la lutte sur le secteur.

En janvier, la FDSEA, le CDJA et le MODEF s'associent au mouvement. Ce qui aboutit à une journée de soutien le 19 janvier 1975 et à un rassemblement de 700 personnes.

Durant l'année qui suivra, les paysans soutenant M. Jacquot aideront aux labours et aux semis et aux foins. En septembre, nouvelle journée de soutien.

Thévenin porte plainte, et la justice bourgeoise s'empresse alors d'inculper 39 paysans qui ont participé aux travaux des foins; pour vol, recel et dévastation de récoltes.

C'est ce procès de classe qui a eu lieu lundi dernier (nous ne connaissons pas encore à l'heure où nous écrivons ces lignes le résultat du procès).

Editorial

Unité et action classe contre classe

Tous les organes de presse et de radio proches du pouvoir ou des partis politiques dits d'opposition auront soigneusement préparé toute une mise en scène autour de la grève du 24 mai.

Ce fut tout d'abord les suppositions quotidiennes quant à la date fixée par les États-majors de la CGT, de la CFDT et de la FEN pour une nouvelle journée nationale d'action. Ensuite le suspense de la participation de FO à la grève, enfin les révélations sur le ralliement au mot d'ordre de grève nationale de la CGC et de la CFTC. Les commentaires vont bon train sur le caractère «historique» de cette journée avant même qu'elle ait eu lieu, et certains vont même jusqu'à faire le parallèle avec le 13 mai 1968, point de départ du gigantesque mouvement gréviste qui allait embraser le pays tout entier.

Cette étrange publicité de la part de journaux et radios, qui font si généralement silence ou déversent quantité de mensonges sur la plupart des luttes de la classe ouvrière, n'est pas dénuée d'arrière-pensées.

Ce qui est soigneusement caché, c'est qu'à la source de l'initiative des directions syndicales de tous bords, il y a un incontestable essor des luttes ouvrières depuis plusieurs semaines. Aux nombreuses grèves longues et avec occupation contre les licenciements massifs, se sont ajoutés récemment des mouvements aussi déterminés pour l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail sous des formes diverses (dans le trust Alstom à Saint-Ouen, Aix-les-Bains, Frontenex et Villeurbanne, chez les éboueurs de Paris) ou l'augmentation des effectifs (Pet T par exemple). Certaines de ces luttes déjà victorieuses (éboueurs) même partiellement sont un encouragement pour les autres travailleurs. C'est parce qu'aujourd'hui, outre les licenciements, les conséquences de la crise capitaliste se font encore plus durement sentir au niveau du pouvoir d'achat des masses que les luttes revendicatives se développent contre le plan d'austérité gouvernemental et la répression qui a pour but de l'imposer.

C'est pour cela que les dirigeants syndicaux liés à l'Union de la gauche ont pris l'initiative du 24 mai. Leur objectif, c'est de prendre les devants et de canaliser les luttes dans les entreprises et ailleurs, pour ne pas être débordés. Les ambitions de l'Union de la

gauche étant de s'installer au pouvoir dans le système capitaliste, les directions syndicales ont pour tâche de contrôler et d'utiliser la colère populaire qui gronde contre le pouvoir actuel, mais surtout sans faire exploser la marmite.

De leur part, la programmation des journées nationales à intervalles réguliers, ne correspond pas à la volonté de servir les intérêts des travailleurs mais au désir de la faire patienter jusqu'à l'arrivée de la «gauche» au gouvernement.

Nous n'en voulons pour seule preuve que le sabotage par ces mêmes dirigeants de la coordination des luttes au niveau du trust Alstom par exemple, ou bien l'opposition à l'occupation d'Usinor Thionville (contre des milliers de licenciements) par les responsables CGT, ou bien de la part des mêmes, la condamnation de la lutte avec occupation au centre de tri du Landy (Paris-Nord) il y a quelques jours, ou bien encore la trahison de la lutte dans les foyers Sonacotra.

Aussi bien, les marxistes-léninistes et tous les travailleurs conscients prenant appui sur la mobilisation des masses préparent-ils, à leur manière, la grève du 24.

En expliquant partout que la crise est une conséquence du régime et que ni le plan Barre ni le Programme commun, ne peuvent la résoudre, mais seulement la Révolution socialiste, celle du peuple en armes en renversant le régime.

En condamnant les accords d'États-majors pour réaliser la véritable unité des masses, à la base dans l'action, pour les intérêts de la classe ouvrière: pour des augmentations uniformes de salaire, contre tout licenciement, pour l'unité Français et immigrés, contre le racisme, pour l'unité ouvriers-petits paysans, contre la répression et la participation des flies aux manifestations en tant que «travailleurs».

En dénonçant les journées d'action sans lendemain et avec pour perspective le Programme commun, en élaborant les revendications avec la masse des grévistes en assemblée générale, et en organisant la lutte, sur la base des réalités locales concrètes, pour leur satisfaction y compris au-delà du 24 mai, en fixant l'objectif de la révolution prolétarienne contre le plan Barre et le Programme commun.

LIRE EN PAGE 4 :

Lemaire et Dillies,

La grève de classe, c'est la victoire



Accidents du travail

• PTT-Orly

Un postier décheté par une hélice d'avion

Cela s'est passé dans la nuit du 11 au 12 mai à 2 h 50 du matin. Pascal Freze qui travaillait depuis trois mois en qualité d'auxiliaire dans le centre d'Orly est mort à 19 ans.

Dans un tract intitulé « Plus jamais ça », la section CFDT explique les circonstances de cet « accident » et réfute les insinuations de l'administration qui parle de « fatalité » ou d'« imprudence ».

« Pascal travaillait au transbordement, il faisait partie d'une équipe qui déchargeait les avions dès que ceux-ci s'immobilisaient sur l'aire de stationnement.

« Il faut faire vite car, coïncide avec l'arrivée des lignes aériennes tout un faisceau de voitures postales à l'heure serrée. D'autant plus vite que les effectifs sont insuffisants. A chaque équipe correspond une ligne mais rien ne distingue un focker d'un autre focker, allez donc voir si c'est le « breton » ou l'AF 1030 qui arrive... Alors, il ne reste que la possibilité de courir voir sur place !

« Un avion cela ne stoppe pas immédiatement ses moteurs comme une auto, l'hélice tourne encore quelques temps après que le contact soit coupé... silencieuse, dangereuse, mortelle pour

Pascal qui, certainement gêné par un éclairage des pistes, inadéquat et insuffisant s'est fait happer par elle.

« Ajoutons que ce soit là Pascal effectuait une rentrée. En effet, au transbordement d'Orly CT, on est très souvent décalé les samedi et dimanche et trois ou quatre rentrées par mois. Ça fatigue.

« Voilà beaucoup de conditions réunies pour expliquer le drame ».

Après la mort de Pascal, la riposte des travailleurs a été unanime. A l'appel de la CFDT, et avec le soutien des autres organisations, ils se sont mis en grève pour obtenir de meilleures conditions de sécurité. Ils ont ainsi exigé que les avions soient retirés ou amenés sur l'aire de travail tractés, c'est-à-dire moteur arrêté, que l'éclairage soit renforcé sur les pistes, les effectifs augmentés, la surface de l'aire de travail sous hangar élargie.

La direction a cédé sur nombre de ces points notamment le tractage des avions à l'arrivée. Les travailleurs restent mobilisés pour que ses promesses se concrétisent rapidement et pour exiger le tractage des avions au départ comme à l'arrivée.

NOTE DE L'ADMINISTRATION DE LA FAUCILLE

L'administration de la Faucille étant indépendante désormais d'HR, nous demandons aux lecteurs d'adresser tout courrier, article, et règlement à la nouvelle adresse :

LA FAUCILLE
BP 258 - 75866 - Paris Cédex 16

Le numéro de CCP sera prochainement communiqué. Pour l'instant, les règlements doivent être libellés à l'ordre de la Faucille sans autre mention.

• Maine et Loire

Ça bouge dans les CET

Le recteur a décidé de supprimer des postes dans plusieurs établissements du département : Segré, Saumur, CET ZUP-Nord à Angers, Chevrollier à Angers. Cette mesure signifie le licenciement d'auxiliaires, la mutation d'office de titulaires, la dégradation des conditions de travail.

Face à ces suppressions de poste, le CET ZUP-Nord entre le premier dans l'action. L'assemblée générale du personnel immédiatement convoquée décide d'une grève de 24 h reconductible jusqu'à l'obtention sans condition du maintien du poste. La grève, débutée le lundi 9 mai avec 100 % de grévistes se poursuit actuel-

lement...

Le mouvement s'étend à d'autres CET du département : Segré en grève depuis mardi ; Saumur : préavis de grève reconductible pour vendredi 13 mai ; Avrillé pour le lundi 16 mai... Le soutien financier s'organise.

Les enseignants sont fermement convaincus que seule une coordination de leurs luttes permettra de créer un rapport de force suffisant pour vaincre !

Par cette action, ils disent : Non aux licenciements ! Non à la réforme Haby-Royer ! Non au plan Barre !

Des grévistes du CET ZUP-Nord Angers

• Mozambique

Ouverture de la Conférence internationale sur l'avenir de l'Afrique australe

La Conférence de soutien à la lutte des peuples de la Namibie et du Zimbabwe qui s'ouvre le 16 mai à Maputo au Mozambique, sous l'égide de l'ONU, se tient à un moment crucial.

A l'origine cette conférence, dont le principe avait été décidé, il y a un an, par le Comité de décolonisation et le Conseil pour la Namibie de l'ONU, se présentait surtout comme destinée à servir de caisse de résonance à la condamnation du régime raciste sud-africain. Depuis lors, la situation en Afrique australe a profondément changé du fait, notamment, de l'entrée en scène massive des mouvements de libération dont la lutte armée a connu, depuis ce temps, un grand essor.

75 et peut-être 100 gouvernements, membres de l'ONU, et tous les mouvements de libération présents dans la région vont prendre part à cette conférence qui précède la reprise des débats du Conseil de sécurité sur l'avenir de l'Afrique australe.

Une série de textes, préparés par les pays africains et les mouvements de libération y seront débattus.

Ils prévoient la réaffirmation solennelle de la reconnaissance et de l'appui aux mouvements de libération authentiques de la Namibie et du Zimbabwe, l'embargo obligatoire - assorti de sanctions - sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud, des mesures économiques comme l'arrêt des investissements en Afrique du Sud, la fermeture des ports à ses navires, l'arrêt de la circulation ferroviaire et aérienne vers son territoire.

Tout laisse prévoir que ces textes seront adoptés par une large majorité de la conférence, même s'ils se heurteront par la suite, une fois de plus, au scandaleux veto qui leur a toujours été

opposé jusqu'ici, au Conseil de sécurité, par les USA, la France et la Grande-Bretagne.

A la veille de l'ouverture de la conférence, le leader de la Zanu a d'ailleurs dénoncé la livraison d'armes françaises au régime raciste de Ian Smith en affirmant : « Les Français sont impliqués dans la guerre en Rhodésie du côté de Ian Smith. Les hommes de Smith font

leur entraînement de pilotes au Transvaal sur les « Mirages ». Des armes françaises sont également utilisées contre le peuple zimbabwéen ».

En attendant, la guerre de libération se poursuit en Namibie et au Zimbabwe. Dans ce dernier pays, au massacre de 200 civils par un raid punitif de l'armée raciste, a répliqué l'audacieuse attaque par les combattants de la liberté d'un

camp de la police et du ministère de l'Intérieur, à 200 km à l'ouest de Salisbury.

Acculé, le régime raciste de Smith, activement soutenu par son compère de Prétoria, menace maintenant d'agresser la Zambie qui apporte un soutien fraternel aux patriotes zimbabwéens. Mais l'ouverture d'un troisième front de lutte armée en Rhodésie ne peut qu'accélérer l'heure de son effondrement.

Marasme en Israël

(Suite de la page)

Sur le plan extérieur, la fin du conflit au Liban, l'unité renforcée entre la Résistance palestinienne et les différents États arabes, notamment l'Égypte et la Syrie, irritent et inquiètent les sionistes.

Sur le plan intérieur, les finances d'Israël sont en bien mauvaise posture, l'inflation sévit, la dette extérieure augmente, grèves et conflits sociaux se multiplient.

En Cisjordanie, comme à travers toute la Palestine occupée, des manifestations antisionistes se déroulent en permanence pour protester contre l'établissement de nouveaux points de colonisation sionistes, soutenir le programme de l'OLP.

Dimanche, à Naplouse, de violentes manifestations ont marqué le 29^e anniversaire de la création impérialiste et illégitime d'Israël.

A Ramallah, la grève a été générale et les étudiants arabes investissent la rue, à Gaza les murs se couvraient de slogans antisionistes et favorables à l'OLP.

La répression très brutale ne peut endiguer ce flot montant de la colère populaire arabe.

Sur le plan diplomatique enfin, les sionistes sont dans l'impasse et leurs multiples manœuvres et provocations visant à compromettre l'OLP ne rencontrent que des échecs.

Dimanche encore, le porte-parole du Comité exécutif de l'OLP déclarait : « Le Comité exécutif de

l'OLP se préoccupe des informations de certains journaux et agences de presse selon lesquelles un changement serait intervenu dans la position de l'OLP vis-à-vis de l'ennemi sioniste. Le Comité exécutif de l'OLP réaffirme sa position de principe inchangée face à Israël. Il se conforme aux décisions du Conseil national palestinien qui rejettent la reconnaissance d'Israël ainsi que la Résolution 242 ».

De son côté, Yasser Arafat affirmait : « Le peuple palestinien poursuivra sa juste lutte contre l'occupation et le colonialisme sioniste. Nous savons parfaitement que la roue de l'histoire tourne en notre faveur et que notre peuple, chassé de sa patrie, triomphera finalement ».



La répression sioniste n'est qu'un aveu d'impuissance.

• Chili

De l'aveu même du président de la Banque centrale de Santiago, l'inflation au Chili atteindra 70 % à la fin de l'année 1977. Le taux d'inflation avait déjà été de 340,7 % en 1975 et 174,3 % en 1976. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de Pinochet de soutenir cyniquement que « l'étape des sacrifices est maintenant bien passée » !

• Pologne

Les « Juvenales » (la fête traditionnelle des étudiants de Cracovie) qui se sont ouvertes samedi pour une durée de trois

jours sont marquées cette année par la colère causée par la mort violente, dans des circonstances peu claires, d'un étudiant contestataire, Stanislas Pyjas.

Collaborateur du « Comité de défense des ouvriers » polonais, l'étudiant a été trouvé mort dans la matinée du 7 mai dernier. Il avait été frappé de plusieurs coups à la tête, dans des circonstances qui n'ont pas été élucidées. Le « Comité de défense des ouvriers », de même que « le mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen » de Pologne affirment qu'il s'agit d'un meurtre politique.

Ces jours derniers, des

étudiants ont posé à Cracovie des affiches par lesquelles ils appelaient leurs camarades à boycotter les réjouissances des « Juvenales » !

Répondant à leur appel, 3 000 personnes ont manifesté silencieusement dans les rues de Cracovie au cours des obsèques du jeune étudiant assassiné.

• Portugal

Le secteur de la métallurgie qui emploie deux cent mille ouvriers a observé une grève de 4 heures vendredi dernier pour appuyer des revendications touchant au contrat collectif de tra-

vail en négociation depuis deux ans.

La Commission de négociation proteste contre certaines mesures prévues dans le décret d'arbitrage pris par le ministère du Travail et portant notamment sur les augmentations de salaire et la déclassification de certaines catégories professionnelles.

De leur côté, les 300 000 ouvriers de l'industrie textile menacent à leur tour d'adopter de nouvelles formes de lutte, la semaine prochaine, face à l'impasse observée dans la négociation pour le renouvellement de leur contrat collectif.



Etats généraux de la justice au quotidien

La justice en accusation

Ces Etats-Généraux convoqués par les syndicats de la Magistrature ont rassemblé, pendant deux jours, près de 200 magistrats, avocats, représentants d'associations de consommateurs, de locataires, etc. Ils ont souligné, s'il le fallait, combien la justice quotidienne, douce pour les sociétés capitalistes quand elles sont « en faute », est, par contre, dure pour les travailleurs.

Ainsi les grandes sociétés n'ont guère de mal pour obtenir, à l'aide d'une armée d'huissiers, l'argent que leur doivent des travailleurs.

Par contre, elles sont à peu près assurées de l'impunité quand elles se livrent à leurs nombreuses escroqueries.

Les plus grands voleurs et trafiquants sont hors d'atteinte tandis que la justice pénale frappe au contraire lourdement les travailleurs aculés au « vol à l'étalage »

par la misère.

Les sociétés immobilières peuvent se livrer en toute tranquillité aux malfaçons les plus criantes ; ce sont les locataires qui trinquent !

Ainsi, à la « cité des 4 000 » à La Courneuve, il pleut dans 1 000 logements, l'eau s'infiltre dans les appartements mal isolés et humides obligeant à chauffer bien davantage pour empêcher que les enfants ne tombent malades.

L'Office des HLM est en procès depuis 11 ans avec la société des Grands travaux de l'Est. Mais pendant ce temps, il fait rentrer les loyers à coup d'intimidation : 2 000 plis d'huissiers l'automne dernier.

Cette justice au quotidien, les travailleurs ne la connaissent que trop bien. Mais il n'est pas sans importance que certains magistrats en viennent eux-mêmes à la contester.



POUR CORRESPONDRE PAR TELEPHONE : 202 18 29

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

• Lavèrune, près de Montpellier

Plein succès de la fête du «Cri»

On peut vraiment dire que la «Fête du cri», journal régional des communistes marxistes-léninistes de France a été un succès ; plus nombreuse que l'année dernière, l'assistance était plus variée : de nombreux travailleurs sont venus avec leurs familles ; jeunes et moins jeunes se sont pressés dans le beau parc du Lavèrune autour des stands d'entreprise (bâtiments, Evroceral), des petits paysans, de la santé, de la JCMLF, du «Cri», et de l'Humanité rouge ; on a acheté livres et brochures aux stands des Editions du centenaire et discuté aux stands des camarades et amis étrangers de Guadeloupe, Tunisie, Chili...

Une journée bien remplie en vérité : des forums où on a débattu des luttes dans la région, des projections de diapositives - Tunisie, Guadeloupe -, des films sur Naussac, des danses et chants exécutés par les étudiants de l'A.E.O.M.

Au total, beaucoup d'échanges où les «anciens» se sont retrouvés, ont appris aux plus jeunes, où les explications des communistes marxistes-léninistes ont été apportées et mieux comprises. Un meeting réunissant près de 200 personnes a clos cette journée : des militants ont évoqué tour à tour la lutte des Tritons, quartier de Montpellier, de la CEA (Marcoule) d'Evroceral, des petits paysans, des jeunes, le témoignage d'un soldat a été transmis par magnétophone.

Un camarade a fait l'intervention centrale au nom de la direction régionale des communistes marxistes-léninistes, tirant la leçon des luttes récentes sur la région et des effets des élections municipales. La camarade Camille Granot a ensuite au nom des communistes marxistes-léninistes de France, salué cette fête du «Cri» qu'a clos la camarade Suzanne Marty.

Réactualisation du Programme commun

Ce qui se cache derrière...

Dans les litiges qui l'opposent à ses partenaires, le PCF voudrait se donner des grands airs de révolutionnaire : Marchais serait le dur, Mitterrand et

Fabre seraient les mous.

En fait, si des contradictions les opposent, tous sont à mettre dans le même sac.

Les litiges sur le coût du Programme commun

Sitôt que le PCF eut publié son étude sur le «coût» du Programme commun, Mitterrand la refusait publiquement à la télévision. C'est que le PCF a lancé ce gadget pour, notamment, donner du poids à sa «démonstration» sur les nationalisations.

Par exemple, Rocard (PS) vient de déclarer à ce propos : «Il y a un point

sur lequel nous ne pouvons être d'accord, c'est que le coût des nationalisations n'y est pas prévu». Le lendemain, Fiterman (PCF) répondait : «Les nationalisations ne coûteront pas d'argent, mais en rapporteront au pays».

Le type de nationalisation capitaliste et leur mode précis sont donc un des principaux conflits de la gauche.

• Lycée St Exupéry - Fameck

On nous refuse la liberté d'expression, Prenons-la !

Le mardi 10 mai, les lycéens de Fameck forment une commission permanente comprenant : des militants du cercle de la JCMLF du lycée, des militants du comité d'action lycéen de Fameck, de nombreux lycéens et lycéennes non organisés. Les lycéens de Fameck réunis en commission permanente «travailleurs en lutte» collent des affiches à l'intérieur du lycée pour soutenir les travailleurs de Fillod, alors en grève, en organisant une collecte massive.

Dix minutes plus tard, ces affiches sont arrachées par le surveillant général Hoareau ; ce geste démontre le caractère de classe de l'école en système capitaliste ; c'est cela la politique de conservation si chère à Haby.

Jeudi 12 mai, la commission permanente rédige un tract que les lycéens diffusent le vendredi matin au portail. Dans la nuit de jeudi vers 23 h, les lycéens décident d'un collage et d'un bombage sur les thèmes : liberté d'expression, pour une information des

luttés de classe dans le lycée. Ce bombage se fait à l'intérieur de l'enceinte du lycée. Mais dénoncés ils sont attendus par les flics à l'extérieur et un groupe de 10 personnes inconnues à la tête duquel se trouvait le proviseur et le surveillant général armé d'une barre de fer dont il nous dira que c'était une simple canne (qui faisait tout de même un drôle de bruit métallique !). Il était visiblement en tenue de combat. Deux lycéens seront attrapés et envoyés à la gendarmerie et escortés par quatre flics.

Le lendemain, les parents sont convoqués au lycée et le paternalisme de l'administration entre en jeu : les deux camarades ne sont condamnés qu'à effacer les inscriptions. Pour les lycéens, c'est clair : c'est l'arbre qui cache la forêt ; on apprend même qu'aucune plainte n'a été déposée. La colère monte dans les lycées.

Cercle JCMLF Gabriel Péri Le comité d'action du lycée de Fameck, et la commission permanente «Travailleurs en lutte»

Les conseils d'un vieux routier

Samedi soir, Mendès-France était l'invité de FR3 pour l'émission «l'homme en question». A la veille de la confrontation au sommet des promoteurs de «l'Union de la gauche» sur la réactualisation du Programme commun, il leur a renouvelé ses conseils et ses appels à la prudence verbale en rappelant que «le combat pour amener la France à vivre dans la fois précaution, effort,

discipline... Il faut éviter toute promesse inconsidérée. Il faut que les Français sachent que tous les problèmes ne pourront être réglés en un seul jour, d'un coup de baguette magique, face à une situation découlant des erreurs du passé».

En vain : les travailleurs ne jugent pas plus sur la démagogie verbale que sur les précautions oratoires mais bien sur les faits et leur expérience de l'attitude adoptée face à leurs luttes.

nouvelles intérieures

Les litiges sur les nationalisations

Le PCF voudrait imposer plus de nationalisation. La raison principale c'est que dans les entreprises nationalisées, les cadres syndicaux auront une part importante du pouvoir. Le PCF espère les contrôler (et donc contrôler le pouvoir) par l'intermédiaire des chefs de la CGT, membres du parti révisionniste.

Le PS, moins bien placé dans l'affaire, ne voit pas les choses d'un bon œil. Il voudrait ne pas augmenter le nombre des nationalisations et instituer un sys-

tème mixte : participation majoritaire de l'Etat et maintien d'un système important d'actionnaires.

Cette thèse a l'appui des Radicaux de gauche, qui représentent toute une part des petits patrons et petits actionnaires.

Des batailles d'intérêts où, comme on le voit, l'intérêt des travailleurs est pour le moins difficile à concevoir. Les travailleurs devraient se contenter des belles promesses, trop belles pour être vraies.

La grande peur d'Haby

Mercredi 11 à Maison-Lafitte (banlieue parisienne), Haby, devant la mobilisation de plus de 500 personnes, devait reculer et annuler la visite qu'il avait prévue, le samedi 14, c'est sous la protection de dizaines de CRS qu'il venait parader au lycée international de Saint-Germain-en-Laye.

Pour les lycéens et collégiens de Saint-Germain, ayant participé aux luttes les années précédentes c'était une véritable provocation.

Et bien que la mobilisation se soit faite en deux jours seulement, faute d'avoir été informés plus tôt, et bien qu'Haby ne soit venu qu'un samedi matin, alors qu'il y a très peu de cours, ce sont 300 lycéens, collégiens et professeurs du SGEN-CFDT qui sont descendus dans la rue aux cris de «Abrogation de la réforme Haby», «Lycéens, étudiants, travailleurs tous unis», «Cho-cho-chô-mago, ras le bol», «Sélection, répression c'est la loi des patrons», «Non à la sélection sociale», «Nous voulons, nous aurons satisfaction».

Un sitting eut lieu devant le lycée international. La manifestation devait ensuite retourner dans Saint-Germain. C'est aux cris de «Ce n'est qu'un début, continuons le combat» que se fit la dispersion.

Des délégués d'autres lycées et CET étant présents, de nombreux contacts furent établis. Cela débouche maintenant sur une coordination régionale, regroupant une vingtaine de lycées et CET de la région. Une première réunion va se tenir bientôt pour redonner vie au mouvement lycéen par l'intermédiaire notamment du 24 mai.

Cercle Guy Mocquet de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) Nanterre (extraits)

Foyers Sonacotra

Succès de la manifestation de Massy

Les comités de résidents et comité de soutien des deux foyers ont lancé un appel à manifester le samedi 14 mai à Massy.

Cette manifestation, bien que préparée rapidement, a obtenu un succès dans l'appel à la solidarité des travailleurs français et immigrés et dans la popularisation de la lutte. Elle intervenait à la suite de toutes les mesures de répression contre les travailleurs immigrés de Massy : refus de renouvellement des cartes de séjour et de résidence, exigence dans les commissariats, au mépris de la loi bourgeoise elle-même, de quittance de loyers de la part des résidents, intervention des forces de police le 14 avril dans les deux

foyers de Massy, suivie de plusieurs dizaines d'expulsions de résidents, envoi de feuilles d'impôts locaux et saisies-arrêts sur salaires pratiquées par la mairie de «gauche» à l'égard des travailleurs municipaux qui ne les payaient pas (les résidents ne sont pourtant pas tenus, d'après la loi, de les payer).

Le maire, membre du PS, avait bien vaguement promis une intervention auprès de la direction des impôts mais on attend encore.

Les résidents des foyers Sonacotra, quant à eux, ne comptent que sur leur lutte et la chaleureuse solidarité qui s'est concrétisée autour d'elle lors de cette manifestation.



● Alsthom Savoisiennne

Jeudi dernier, après le piquet de grève du matin, la direction a lâché quelques miettes : augmentation de certaines primes, paiement de certaines absences (examens médicaux ; demi-journée max) à la fois ; démarches des immigrés pour leurs papiers, levée de certaines sanctions.

Vendredi et lundi, la lutte continuait pour toutes les revendications.

Profitant d'une engueulade vendredi entre un gréviste de la chaudronnerie et un non gréviste, la direction, après avoir parlé d'un simple avertissement, prétend maintenant licencier ce travailleur... et monnayer ce licenciement contre une reprise du travail ! Elle avait fait le même coup pour notre camarade Lebrun !

Les travailleurs ne sont pas dupes : à la chaudronnerie, en apprenant cela le lundi matin, ils ont cessé le travail. Un délégué CGT, cédant aux pressions de la direction et s'appuyant sur les moins combattifs, a fait reprendre dans l'après-midi «pour pouvoir négocier» : la direction a maintenu la procédure de licenciement !

Voilà où mène la ligne de «négociations à tout prix» développée chez les militants par les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT !

Mais cela ne se passera pas ainsi : la lutte continue : Non au licenciement ! Nous voulons, nous aurons satisfaction !

● Planchers - Bourges

La section syndicale CGT des Planchers Bourges et le comité de soutien appellent le 21 mai, à partir de 10 h 30, à un rassemblement à Bajoiet (sur la RN 838, entre Limours et Dourdan) avec interventions, débat, casse-croûte, match de foot, visite de logement, animation...

En effet, après le procès intenté par les travailleurs lock-outés depuis 4 mois contre leur patron, la lutte continue :

— le tribunal, le 21 avril à Palaiseau, a admis que le débrayage était licite et que «la procédure légale de licenciement n'avait pas été respectée»

— mais aucune date limite n'a été fixée pour le paiement du salaire de décembre ; les travailleurs restent «licenciés» et 2 experts ont même été désignés pour rechercher une éventuelle «faute lourde» (Bourges pourrait même se passer ainsi de payer des inc. mnités et des dommages et intérêts !)

Le délégué syndical n'est pas reconnu : le tribunal s'appuie sur le fait que l'UL-CGT n'a pas rédigé correctement la lettre de désignation du représentant syndical — et surtout, les travailleurs licenciés sont menacés d'expulsion de leurs logements de fonction à partir du 21 mai 1977 et Bourges prétend de plus leur faire payer de forts loyers pour toute la période du lock-out !

Les travailleurs des Planchers Bourges et de la région n'acceptent pas cela.

Soutenez les travailleurs dans leur lutte !

Non aux licenciements !

Non aux expulsions !

Travailleurs Français, immigrés, une seule classe ouvrière !

● Lemaire et Dillies-Roubaix

Une lutte exemplaire La grève de classe, c'est la victoire

Le 3 mai, les camarades des 2 équipes de l'atelier de la teinture et du dilteint des Établissements Lemaire et Dillies à Roubaix ont décidé à l'unanimité la grève illimitée dans l'assemblée qu'ils ont tenue dans l'usine.

Ils réclament :
— la suppression de leur salaire à la production remplacé par un salaire garanti fixe de 13,40 F de l'heure par mois.

— une prime de 0,60 F égale pour tous, intégrée au salaire, en remplacement de la prime personnalisée actuelle.

Le 4 mai au matin, les grévistes et leurs délégués combattifs étaient dans l'usine avec des panneaux expliquant leur juste grève, leurs conditions de travail inhumaines aux autres ouvriers de l'usine.

Très vite, dès le premier jour de grève, les grévistes s'organisent et c'est en assemblée générale que toutes les décisions sont prises collectivement, refusant ainsi que d'autres discutent à leur place, refusant aussi des négociations bidons.

PATRON COINCE ET AFFOLE

Le 4 mai à 8 h 30, tous les grévistes accompagnés par leurs délégués comba-

tifs, coince un des patrons dans les couloirs pour exiger la satisfaction de leurs revendications, le patron affolé par l'unité et la force des grévistes cherche à partir, mais les grévistes le mettent en garde contre les «coups fourrés».

Vers 11 heures du matin, on apprend que 2 patrons plus le directeur de la Teinture tiennent une réunion dans laquelle ils ont attiré un de nos camarades immigrés. La décision est vite prise, toute le monde envahit en courant la salle de réunion pour empêcher cela.

Ça va mal pour les patrons qu'on empêche de parler. Les grévistes leur font comprendre, sans mâcher leurs mots, qu'on ne leur permet plus de telles réunions et qu'à partir de maintenant, c'est nous les grévistes qui décidons tout donc c'est avec nous qu'il faudra discuter. Pour ponctuer le tout, c'est en tapant sur la table, entre deux chaises qui volent, que nous quittons les patrons, blancs de peur, tremblants et complètement ahuris !

S'UNIR ET S'ORGANISER

On se rend compte qu'une véritable unité ren-

force la totalité des grévistes, alors on se dit qu'il faut aller plus loin, s'organiser.

En assemblée générale, on fait des affiches expliquant tout ce qui se passe dans la grève, puis on les placarde dans l'usine pour que les ouvriers suivent notre lutte et nous soutiennent.

Ainsi par exemple : on apprend que la direction a pris contact avec la Teinturerie des Francs de Tourcoing pour obtenir de la matière teinte et briser notre grève, alors aussi sec, on fait une affiche intitulée : «Appel à nos camarades des entrepôts» dans laquelle on les appelle à refuser de décharger les camions de cette teinturerie, puis on la leur apporte et on fait une assemblée générale avec eux pour leur expliquer la nécessité d'être solidaires avec nous, qu'avec eux on va vers la victoire.

Mais l'organisation va plus loin encore, car on pense à élargir notre soutien alors on organise les équipes volantes pour aller collecter, *panneaux à l'appui*, sur les marchés mais surtout à la porte des entreprises de la région.

C'est comme cela qu'on a pu faire la différence entre les faux socialistes et les vrais socialistes. Car tout de suite, les ouvriers marxistes-léninistes de l'usine nous ont apporté leur soutien, tant moral que financier mais surtout du point de vue de l'organisation, en effet l'Humanité rouge organisait partout des collectes de soutien, tandis que les délégués de nos usines Lemaire et Dillies qu'on avait prévenus de notre passage le midi à la porte de l'usine, n'avaient absolument rien fait dans leur usine, les ouvriers n'étaient pas au courant de notre grève, mais nous avons dénoncé ces traîtres, ces faux-jetons dont certains qui se sont présentés à la mairie d'Hem avaient eu le culot de nous demander de voter pour eux à l'époque !

LA TACTIQUE DE LA DIRECTION ECHOUE

Mais notre grève, malgré ces traîtres, continue sur notre lieu de travail pour empêcher la direction de faire marcher les séchoirs.

Très vite, la direction panique, car devant notre combativité et notre fermeté, elle ne peut rien alors elle essaye une subtilité, elle sait qu'au Comité d'entreprise, elle a des amis, la CFTEC pourrie, alors elle organise d'urgence une réunion du CE, le 6 au matin

pour essayer de briser la grève. Mais nous ne sommes pas débiles, grâce à nos assemblées générales où tout le monde prend la parole, on s'aperçoit de la tactique alors on fait une lettre ouverte adressée au CE, dans laquelle on refuse de reconnaître la valeur du CE à négocier ou même à discuter de notre conflit !

C'est la bombe, la stupefaction dans les rangs des ennemis, les patrons s'affoient encore plus, la CFTEC s'effondre, surtout que le jour même, dans les journaux, il y avait de grands articles sur notre grève afin de la populariser ce qui affole encore plus les ennemis, car dans ces articles, on explique que si cela devait durer, il y aurait des débrayages de soutien dans toute l'usine !

OBLIGES DE LACHER LE MORCEAU

En refusant de reconnaître le CE, nous exigeons une réunion entre les patrons et nous sur nos revendications. Les patrons étaient obligés d'accepter et durant cette réunion ils lâchaient le premier morceau : la suppression de notre salaire au rendement, et, de nous donner un salaire garanti fixe de 13,10 F de l'heure.

En assemblée générale, on acceptait ce premier point, mais on exigeait le reste, en disant aux patrons : la grève continue !

Le lundi suivant, après un week-end de collecte sur les marchés de la ville, on se retrouvait dans l'usine, toujours plus unis, plus combattifs ; un ouvrier de l'usine s'était mis à notre disposition avec sa caméra et on a fait un petit film, il est très petit mais c'est un début ! Le lundi, on n'a pas eu long à attendre. On savait que nos patrons n'en pouvaient plus, ils n'avaient jamais vu cela, alors le reste on l'a eu à midi.

C'ETAIT LA VICTOIRE ! Nous avons gagné parce que notre grève était une grève de classe, dirigée par nous et non par une poignée de dirigeants syndicaux ou d'autres, on est resté tous unis à la base et dans l'action, tous unis français et immigrés, on ne pouvait aller qu'à la victoire.

Vive la lutte classe contre classe !

Non aux négociations bidons !

Oui à nos revendications !

Les grévistes de la Teinture et leurs camarades marxistes-léninistes

Rencontre régionale des comités syndicaux des centres de FPA de Bretagne

Pour la première fois, dernièrement, s'est tenue à Brest une coordination d'une trentaine de stagiaires-délégués de plusieurs centres de FPA de Bretagne.

La réunion avait pour but de faire un bilan des luttes des ouvriers en stage et d'envisager des actions régionales. Les discussions ont montré que la situation dans les centres de FPA est identique :

— des salaires de misère, de véritables aumônes pour certains stagiaires, en particulier les stagiaires de moins de 18 ans, et ceux qui font de la préformation qui touchent 450 F par mois.

— un règlement répressif à l'intérieur des centres de la FPA, aucune liberté d'expression culturelle, politique ou syndicale.

— un hébergement où les stagiaires s'entassent à 6 ou 8 par chambre, sans droit de visite où l'administration se permet des fouilles.

Face à cette situation, se pose la nécessité de l'organisation des stagiaires de la FPA en sections syndicales ou en comités syndicaux regroupant syndiqués et non syndiqués. Les difficultés sont grandes car souvent les stagiaires ne restent que 6 ou 9 mois, et la bourgeoisie a transformé les centres de FPA en un moyen de camoufler le chômage.

Pour nos frères de classe immigrés, la situation devient de plus en plus difficile, car à l'intérieur et à l'extérieur des centres, la bourgeoisie développe des campagnes racistes. Les ouvriers stagiaires, délégués des comités syndicaux et sections syndicales, réunis à Brest ont établi une plate-forme de revendications communes à tous les centres de la Bretagne :

— amélioration des conditions d'hébergement (chambres individuelles, droit de visite, aménagement de locaux collectifs).

— pas de salaire en-dessous du SMIC et salaire minimum porté à 2 300 F par mois.

— animation des centres laissée aux stagiaires et octroi d'un budget «loisirs».

— reconnaissance et application des conventions collectives

— information sur le droit syndical et le droit du travail

— liberté de choisir son stage en particulier pour les travailleurs immigrés

— refus du travail effectué en stage pour le compte de moniteurs ou de directeurs des centres.

— pas de formation au rabais

— reconnaissance du diplôme CFPD dans les conventions collectives

— garantie d'indemnisation minimum en cas de maladie ou d'accident du travail

— reconnaissance du droit des stagiaires de s'organiser : droit syndical, droit de grève, statut du travailleur en formation, liberté d'expression politique et culturelle

Toutes ces revendications seront discutées dans les ateliers et une pétition régionale sera adressée aux organismes concernés.

Un ouvrier stagiaire

Pour prendre contact avec la coordination des centres FPA de Bretagne, écrire à la librairie «Graffiti», place Saint-Louis, 29200 Brest avec la mention FPA